

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 19 (1993)

Heft: 2

Artikel: Sociologie et environnement : tropismes disciplinaires ou nouveau
paradigme?

Autor: Tschannen, Olivier / Hainard, François

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814834>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOCIOLOGIE ET ENVIRONNEMENT : TROPISMES DISCIPLINAIRES OU NOUVEAU PARADIGME ?

Olivier Tschannen et François Hainard
Institut de sociologie et de science politique,
Université de Neuchâtel

Jusqu'à récemment, les sociologues ont travaillé comme si les sociétés humaines jouissaient, face à leur environnement naturel, de l'autonomie la plus totale. Comme si les avancées de la technologie et les spécificités culturelles et sociales pouvaient créer un monde clos, souverainement humain, affranchi de toute contrainte écologique et de toute influence naturelle. C'est généralement à Durkheim que l'on impute la responsabilité première de cet aveuglement. Il est vrai que dans ses écrits théoriques, et notamment dans les *Règles*, le fondateur de l'école sociologique française a beaucoup insisté sur le précepte selon lequel «les causes des phénomènes sociaux sont internes à la société» (1937, p. 119). Il est vrai aussi que dans ses travaux empiriques, on trouve maints exemples de mise en pratique de cette règle. Par exemple, dans le *Suicide*, Durkheim consacre un chapitre entier à la réfutation de la théorie de l'école criminologique italienne selon laquelle l'augmentation estivale du taux de suicide serait due à l'augmentation de la température (1930b, pp. 82–97). Après plusieurs pages d'argumentations illustrées d'exemples tirés de la statistique, il conclut : «Si les morts volontaires deviennent plus nombreuses de janvier à juillet, ce n'est pas parce que la chaleur exerce une influence perturbatrice sur les organismes, c'est parce que la vie sociale est plus intense» (1930b, p. 106). La position de Durkheim semble donc claire : le suicide, comme tout phénomène social, ne saurait s'expliquer que par un autre phénomène social.

Pourtant, les choses ne sont pas tout à fait aussi simples. Il suffit, pour s'en convaincre, de remonter d'un maillon dans la chaîne causale de Durkheim, en transformant la variable indépendante explicative de l'augmentation du taux de suicide (l'intensité de la vie sociale) en variable dépendante, et en cherchant par quelle variable indépendante celle-ci s'explique. On s'aperçoit alors que Durkheim n'explique pas l'intensité de la vie sociale par un autre phénomène social, mais bien par un de ces phénomènes qu'il qualifie lui-même de «cosmiques». Poursuivons, en effet, la citation interrompue à dessein au paragraphe précédent : «Sans doute, si elle [la vie sociale] acquiert cette intensité, c'est que la position du soleil sur l'écliptique, l'état de l'atmosphère, etc., lui permettent de se développer plus à l'aise que pendant l'hiver. Mais ce n'est pas le milieu physique qui la stimule directement; surtout ce n'est pas lui qui

affecte la marche des suicides. Celle-ci dépend de conditions sociales» (p. 106; italiques ajoutés). Cette admission du caractère déterminant (même indirect) des forces «cosmiques» n'est nullement un lapsus, ni même une faiblesse temporaire de la part de Durkheim : à plusieurs reprises dans son texte, il affirme explicitement – même si c'est avec une réticence évidente¹ – que l'intensité de la vie sociale est fonction des conditions climatiques. Par exemple, «L'hiver est pour la campagne une époque de repos qui va jusqu'à la stagnation. Toute la vie est comme arrêtée; les relations sont rares et à cause de l'état de l'atmosphère et parce que le ralentissement des affaires leur enlève leur raison d'être. Les habitants sont plongés dans un véritable sommeil» (pp. 102–03).

Mais pourquoi, demandera-t-on, revenir à Durkheim dans une discussion de l'état actuel des travaux en «sociologie de l'environnement»? C'est que, tout comme Durkheim avait ressenti la nécessité, pour fonder l'autonomie de la sociologie, d'opérer une rupture claire avec les disciplines concurrentes, et notamment la psychologie, les initiateurs de la «sociologie de l'environnement» ont ressenti le besoin, pour assurer l'autonomie et le caractère propre de leur sous-discipline, de marquer une rupture tout aussi nette avec l'approche traditionnelle, représentée essentiellement par l'école durkheimienne. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, la rupture, nécessaire au développement de la nouvelle discipline, et à ce titre compréhensible en termes de stratégie de reconnaissance dans le monde académique, est factice du point de vue strictement méthodologique. C'est n'est donc, ironiquement, qu'en répétant l'erreur de Durkheim (à même problème, pourrait-on dire, même stratégie) que les fondateurs de la «sociologie de l'environnement» ont trouvé le moyen de dénoncer cette même erreur !

1. Le «New Environmental Paradigm»

En effet, dans les années 1970, un certain nombre d'auteurs américains, parmi lesquels on remarque surtout William Catton et Riley Dunlap, ont affirmé la nécessité de dépasser la conception de la sociologie héritée de Durkheim, et de «changer de paradigme». Selon ces auteurs, la sociologie se trouve sous la domination d'un paradigme dominant, le *Human Exceptionalism* (ou *Exemptionalism*) *Paradigm* (HEP), qui n'est lui-même qu'une expression de la vision

1 Dans les deux citations utilisées dans ce paragraphe, Durkheim tempère immédiatement son admission du rôle des facteurs climatiques par une formule qui tente de réintroduire – sans grand succès à notre avis – les déterminismes sociaux : « [...] Mais ce n'est pas le milieu physique qui la stimule directement. [...]»; «[...] et parce que le ralentissement des affaires leur enlève leur raison d'être. [...]».

du monde occidentale. Ce paradigme peut se résumer en quatre propositions fondamentales, parmi lesquelles nous ne retiendrons, en guise d'illustration, que la première : «Les êtres humains ont, en plus de leur héritage génétique, un héritage culturel, ce qui les distingue fondamentalement de toutes les autres espèces animales» (Catton et Dunlap 1980, p. 34). Ce modèle dépassé doit désormais être remplacé, selon nos auteurs, par un *New Ecological Paradigm* (NEP), qui se caractérise par quatre propositions qui, tout en étant parallèles aux quatre propositions du HEP, en seraient fondamentalement différentes. On choisira à nouveau, en guise d'illustration, la première de ces propositions : «S'il est vrai que les êtres humains ont des caractéristiques exceptionnelles (culture, technologie, etc.), ils ne sont pourtant qu'une espèce parmi d'autres, qui sont toutes partie intégrante de l'écosystème global» (Catton et Dunlap 1980, p. 34). Notons encore qu'au niveau des trois autres propositions², les différences entre HEP et NEP sont globalement du même ordre que dans le cas de la première.

On voit bien à quelle transformation des sensibilités correspond le glissement dont rendent compte nos auteurs³. Mais cette nouvelle perception des choses, produit de la prise de conscience écologique dans le grand public depuis les années '60 et '70 (Downs 1972), correspond-elle véritablement à un *changement de paradigme* ? La théorie de Kuhn, on le sait, a été accommodée en sociologie de manière souvent peu fidèle aux intentions de son auteur (Eckberg et Hill 1979). Il vaut donc la peine de rappeler que, selon Kuhn (1970), les révolutions scientifiques se caractérisent par une rupture totale au niveau paradigmatique, à tel point que les modèles en présence sont à proprement parler *incommensurables*. Par exemple, le paradigme pré-copernicien situe la terre au centre de l'univers, alors qu'après Copernic c'est, pour un temps, le soleil qui est placé

2 Voici, à titre indicatif, les formulations de Catton et Dunlap : «HEP 1 : Humans have a cultural heritage in addition to (and distinct from) their genetic inheritance, and thus are quite unlike all other animal species. HEP 2 : Social and cultural factors (including technology) are the major determinants of human affairs. HEP 3 : Social and cultural environments are the crucial contexts for human affairs, and the biophysical environment is largely irrelevant. HEP 4 : Culture is cumulative : thus technological and social progress can continue indefinitely, making all social problems ultimately soluble. NEP 1 : While humans have exceptional characteristics (culture, technology, etc.), they remain one among many species that are interdependently involved in the global ecosystem. NEP 2 : Human affairs are influenced not only by social and cultural factors, but also by intricate linkages of cause, effect, and feedback in the web of nature; thus purposive human actions have many unintended consequences. NEP 3 : Humans live and are dependent upon a finite biophysical environment which imposes potent physical and biological restraints on human affairs. NEP 4 : Although the inventiveness of humans and the powers derived therefrom may seem for a while to extend carrying capacity limits, ecological laws cannot be repealed» (Catton et Dunlap 1980, p. 34).

3 Pour une version popularisée de la même thèse, cf. Rifkin 1989.

au centre (Kuhn 1957). Renversement total de perspective qui inaugure, entre les tenants de l'ancien et du nouveau paradigme, une incommunicabilité totale. Il est d'ailleurs quasiment impossible, selon Kuhn, de se laisser convaincre, par une argumentation rationnelle, de la validité d'un nouveau paradigme : seule une conversion, au sens quasiment religieux, ou, plus fréquemment, le remplacement d'une génération de savants par une autre, permet l'instauration d'un nouveau paradigme (Kuhn 1962, pp. 93–94).

Or, comme l'illustre l'exemple de Durkheim et d'autres exemples que nous mentionnerons dans la suite de cet article, les sociologues travaillant dans le cadre du HEP *n'étaient pas incapables de penser l'impact de l'environnement naturel sur les sociétés*, ce qui amène à douter qu'il y ait eu changement de paradigme : les prédécesseurs de Copernic étaient tout simplement incapables d'imaginer la terre ailleurs qu'au centre de l'univers (non pas, probablement, que l'idée d'un système héliocentrique ne les ait effleurés; mais les mouvements apparents des astres sur la voûte céleste leur devenaient alors incompréhensibles).

Dans ces conditions, il semble douteux que l'émergence de la préoccupation sociologique avec les problèmes environnementaux mérite véritablement d'être considérée comme un changement de paradigme. Il s'agit plutôt d'un glissement dans la position du chercheur, d'un changement de perspective ou, pour utiliser la terminologie de la sociologie française, d'une construction différente de l'objet de recherche. Heuristiquement, la question est en effet la suivante : faut-il considérer que les êtres humains sont, en raison de leur héritage culturel, *fondamentalement* différents des autres animaux ? La réponse dépend évidemment du point de vue adopté. Si l'on se place au plan des capacités artistiques, spirituelles ou technologiques, cela ne semble guère douteux. Or, jusqu'à la crise du pétrole, c'est essentiellement cela qui intéressait les sociologues. Mais si l'on change de point de vue, et que l'on pose la même question du point de vue du rapport aux ressources naturelles, il est clair que, pour reprendre une formulation de Catton et Dunlap, «les lois de l'écologie ne peuvent pas être abolies». Or, depuis la crise du pétrole, ce point de vue intéresse de plus en plus les sociologues. S'agit-il pourtant vraiment d'un changement de paradigme ? Cette nouvelle manière de voir les choses a-t-elle changé notre manière de pratiquer la sociologie de la famille, de la religion, de la stratification sociale ou des organisations ? Ou n'y a-t-elle apporté que des modifications mineures, comme en produit à chaque fois la prise en compte d'un point de vue additionnel ? Tout porte à penser que le glissement qualitatif qui a eu lieu, basé sur une révision qui prend la forme d'un «cependant» (les hommes sont exceptionnels, cependant...), est du même ordre que celle qui

avait conduit à la création des épicycles⁴ à l'intérieur même du paradigme pré-copernicien (la terre est bel et bien au centre de l'univers, cependant...). Pour reprendre la terminologie kuhnienne, il s'agit d'une simple opération de nettoyage dans le cadre de la science normale, non d'une révolution scientifique.

Mais ce n'est pas tout. Toute la discussion précédente s'appuyait sur le postulat initial de Catton et Dunlap selon lequel il y aurait bel et bien eu émergence, à l'articulation des années 60 et 70, d'une approche un tant soit peu unifiée au niveau méta-théorique, ou paradigmatique. Or, un tour d'horizon même très rapide de la nouvelle sous-discipline fait apparaître des clivages très profonds, dont le plus marqué est celui qui sépare les tenants d'une approche fonctionnaliste de ceux d'une approche critique. Les fonctionnalistes, tenants d'un courant plutôt conservateur, pensent que la dégradation de l'environnement résulte essentiellement d'un changement du système de valeurs occidental. Les progressistes («*liberals*» dans la terminologie américaine), de leur côté, estiment plutôt que les problèmes de l'environnement découlent directement de l'exercice du pouvoir, ou plutôt du fait que ceux qui l'exercent sont fortement influencés par les groupes de pression (grandes industries, multinationales), pour lesquels les mesures de protection de l'environnement représenteraient une diminution des bénéfices. En d'autres termes, l'inexistence même d'un paradigme unifié, quel qu'il soit, rend encore plus problématique l'idée d'un *changement* de paradigme.

Dans la suite de cet article, nous illustrons la thèse selon laquelle l'émergence de la préoccupation avec les problèmes environnementaux est loin de constituer, pour notre discipline, un changement de paradigme. Nous nous efforcerons de montrer que la préoccupation sociologique avec l'environnement *doit être conçue essentiellement comme une innovation au niveau des thématiques abordées*. De ce fait, il nous paraît illusoire et artificiel de présenter, comme le fait par exemple Buttell (1987, pp. 467–72), le NEP comme le «noyau théorique» de la nouvelle sous-discipline. Un tel consensus au niveau méta-théorique n'existe pas : la sous-discipline est constituée par l'addition d'un certain nombre de thématiques, dont nous nous efforcerons de retracer les grands contours. En outre, nous montrerons que ces grandes thématiques ne se sont pas développées au hasard, mais qu'elles sont le produit du prolongement de champs d'investigation classiques – la sociologie politique, la psycho-sociologie, l'analyse

4 Rappelons que, pour ajuster le plus précisément possible la théorie pré-copernicienne aux observations empiriques, les astronomes avaient imaginé un système d'épicycles, où certaines planètes étaient placées sur des orbites secondaires (ou épicycles) autour de points imaginaires, qui étaient en eux-mêmes «en orbite» autour de la terre. Ce système permettait d'expliquer les «retours en arrière» périodiques de certaines planètes sur la voûte céleste sans pour autant déplacer la terre du centre de l'univers (Kuhn 1957, pp. 59–69).

des idéologies, etc. – dans le terrain jusqu'alors peu exploré du rapport humain à l'environnement. Plutôt que d'un changement de paradigme, la sociologie du rapport à l'environnement est donc le résultat de réactions que l'on peut apparenter aux tropismes du monde végétal : une série de lentes *extensions disciplinaires* résultant de *stimulations extérieures* aux disciplines.

2. Sociologie de l'environnement ou du rapport à l'environnement ?

Mais cet argument de fond en contient un autre, plus formel, qui concerne l'intitulé même de la nouvelle sous-discipline. Les anglo-saxons parlent de *environmental sociology*, ce qui traduit bien l'ambition affichée par Catton et Dunlap : il s'agit de créer, non seulement une nouvelle province de la sociologie, mais une nouvelle manière de concevoir celle-ci, une sociologie «environnementale»,⁵ qui synthétiserait en quelque sorte les préoccupations de la sociologie et l'écologie. Il va de soi que, dans la mesure où nous refusons la théorie du changement de paradigme, cette appellation nous semble peu adéquate. Qu'en est-il alors de l'appellation française : «sociologie de l'environnement» ? Elle n'a certes pas l'inconvénient de celle adoptée en anglais, puisqu'elle est construite sur le même modèle que l'intitulé de toutes les autres sous-disciplines de la sociologie : nous avons une sociologie de la famille, de l'organisation et de la stratification, désormais nous aurons une sociologie de l'environnement. Mais peut-on véritablement faire une «sociologie de l'environnement» comme on fait une sociologie de la famille ? Le sociologue étudie, par définition, des activités humaines et la manière dont ces activités se cristallisent dans des institutions. La famille est une institution sociale, produit d'une activité humaine, tout comme le sont l'organisation, la stratification, la religion, et tous les autres substantifs à partir desquels sont nommées nos sous-disciplines⁶. Mais qu'en est-il de l'environnement ? On peut, certes, concéder que l'environnement est, en partie (mais en partie seulement), le produit d'une activité humaine. Mais jamais il n'est ni une activité humaine, ni une institution sociale. La dénomination «sociologie de l'environnement» est donc à peu près aussi peu adéquate que le

5 On se gardera de sous-estimer l'importance de tels débats : il suffira de se rappeler les enjeux de la lutte qui a eu lieu, dans les années 40 et 50, dans un autre sous-champ de notre discipline entre les prêtres catholiques tenants de la «sociologie religieuse» et les sociologues professionnels qui défendaient énergiquement la «sociologie de la religion» (Tschannen 1992).

6 On trouve bien sûr certaines exceptions, notamment la sociologie urbaine et la sociologie rurale. Cependant, celles-ci ne sont pas des découpages thématiques de l'activité humaine, mais des sociologies globales limitées par un découpage spatial.

serait celle de «biologie des particules» : elle signale un impossible chevauchement des échelles, des phénomènes et des disciplines.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une appellation qui signifie simultanément notre attachement disciplinaire (et donc le fait que notre objet d'étude est bel et bien la société humaine, et non son environnement) et notre intention déclarée de prendre en considération, à l'intérieur même de notre discipline, l'influence de facteurs qui lui sont extérieurs. La seule solution à ce dilemme, nous semble-t-il, serait d'accepter la dénomination (peu élégante, mais précise) de *sociologie du rapport à l'environnement*. Or, contrairement à ce que laisserait penser la lecture des articles de Catton et Dunlap, cette sous-discipline n'a pas besoin d'être créée : depuis de nombreuses années, des sociologues de différentes provenances se sont, à des titres divers, implicitement placés sous cette bannière. C'est à un rapide tour d'horizon de cet univers en gestation qu'est consacré le reste de cet article.

3. Genèse d'une approche

Ironiquement, c'est à ce même Durkheim auquel on reproche d'avoir institué, au plan méthodologique, le refus de la prise en compte de l'impact de l'environnement naturel, que l'on attribue parfois la paternité de la sociologie du rapport à l'environnement – preuve de plus, si besoin était, de l'inadéquation de la théorie du changement de paradigme. Dans sa *Division du travail social* (1930a), Durkheim laisse supposer que la rareté des ressources naturelles face à une population toujours croissante ne peut aboutir qu'à une situation de compétition et de conflit pour leur appropriation, situation qui sera particulièrement marquée dans les sociétés caractérisées par une «solidarité mécanique», les sociétés à «solidarité organique» s'adaptant mieux à la rareté des ressources naturelles. Un autre «père fondateur» de la discipline serait Robert Park, qui a joué un rôle fondamental dans le développement de l'écologie humaine à l'Université de Chicago. Son approche a conduit à mettre l'accent sur l'organisation spatiale des populations humaines, sur leur localisation, leurs migrations et leur adaptation à l'environnement, ainsi que sur les changements économiques et techniques.

Pendant ce temps, les historiens, notamment ceux de l'Ecole des Annales, organisaient une réflexion systématique sur les rapports société-environnement (par ex. Braudel 1977), qui allait bien au-delà d'une simple réflexion sur les paysages ou les pollutions : Le Roy Ladurie, par exemple, a étudié les interactions entre les sociétés humaines et leur environnement microbien. L'historien ne se

contente pas de retracer les effets des virus de la peste sur la démographie et les représentations humaines, mais encore les effets des migrations et des grands voyages d'exploration à partir du 14^e siècle sur l'évolution de la maladie elle-même par la création d'un «marché commun des microbes» (1973, p. 39).

Parallèlement, on notera l'apport essentiel des sociologues ruraux dans ce développement⁷. Ils ont été parmi les premiers à considérer et à traiter certains problèmes liés à l'environnement dans une perspective sociologique (affectation des sols, loisirs extérieurs, etc.). C'est tout particulièrement le cas en France avec Henri Mendras, Maryvonne Bodiguel, Marcel Jollivet et Marcel Eizner.

Ce n'est cependant qu'avec le développement du mouvement écologiste, à la fin des années 60 et au début des années 70, qu'un certain nombre de sociologues qui n'étaient pas des ruralistes, mais qui étaient souvent issus d'une activité militante, se sont intéressés de manière intensive au rapport humain à l'environnement. La pollution, la dégradation de la qualité de la vie dans les grands centres urbains, le gaspillage et l'épuisement des ressources naturelles, ont contribué non seulement à une prise de conscience d'une partie de l'opinion publique, mais aussi à ce que des sociologues se mettent à considérer les problèmes liés à l'environnement dans leurs explications des phénomènes sociaux. C'est donc avec l'éclosion des groupes de pression écologistes américains, conséquence notamment d'un événement particulièrement marquant dans l'histoire des catastrophes écologiques – la marée noire de Santa Barbara en 1969 – que la préoccupation sociologique avec l'environnement naturel trouve un début d'institutionnalisation.

4. Les thématiques abordées

Remarquons d'abord que la nouvelle discipline se montre assez sensible aux variations de la conjoncture. Ainsi, les années 70 sont marquées par l'effort de création d'une nouvelle identité disciplinaire. C'est l'époque où Catton et Dunlap proposent le NEP, et produisent une série d'articles destinés à faire passer ce message (notamment Catton et Dunlap 1980). C'est aussi à ce moment que Dunlap propose un premier tour d'horizon de la discipline (Dunlap 1979), suivi par une tentative explicite de créer, entre les deux groupes séparés que sont les spécialistes de l'environnement construit et de l'environnement naturel, la conscience d'une identité commune et d'une série de problématiques à

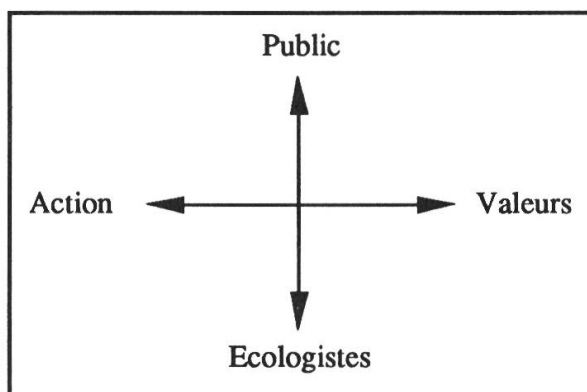
7 Cf. par ex. la liste des articles sous la rubrique «*environnement*» dans l'Index publié à l'occasion des 50 ans de *Rural Sociology* (1985).

partager (Dunlap et Catton 1983). C'est enfin à cette même époque que paraissent une série de livres aux allures de *textbooks*, qui affichent l'ambition de présenter le tour d'horizon de la nouvelle discipline et de proposer, par la même occasion, une interprétation globale des problèmes actuels du rapport humain à l'environnement (cf. notamment Ophuls 1977, Schnaiberg 1980, Catton 1980, Humphrey et Buttel 1982). C'est probablement dans ces travaux-ci que la volonté de fonder une nouvelle approche, qui insère systématiquement les processus sociaux et culturels dans leur contexte écologique, est la plus aboutie. Signalons toutefois que de telles approches ont été tentées antérieurement aux textes «programmatisques» de Catton et Dunlap. Ainsi, au début des années 70 déjà, un auteur proposait une analyse historique des rapports des sociétés humaines à leurs ressources naturelles, et des différentes méthodes culturelles de contrôle démographique qui avaient permis, jusqu'à récemment, d'éviter de trop dramatiques déséquilibres entre population et ressources (Wilkinson 1973).

Une dizaine d'années plus tard, on est bien obligé de constater que l'enthousiasme initial est quelque peu retombé (Buttel 1987; Kalaora 1991). Lorsqu'on passe en revue les livres dont rend compte *Contemporary Sociology* à la fin des années 80 et au début des années 90, on n'y trouve plus de traités ambitieux, ni de textes programmatiques annonçant une nouvelle discipline. Il est vrai qu'entre-temps, l'attention du public s'est portée sur de nouveaux problèmes. La question globale des ressources en énergie, particulièrement présente dans la conscience populaire à la suite de la crise du pétrole des années 73/74, a été remplacée par les préoccupations liées à la sécurité des technologies modernes (accidents de Three Mile Island, Bhopal, Tchernobyl) et aux problèmes climatiques (effet de serre, couche d'ozone). Il n'est donc guère étonnant que l'on trouve, parmi les publications récentes, de nombreuses monographies portant sur les accidents industriels, ainsi qu'un approfondissement des travaux liés à la problématique des risques technologiques. De même, on note une focalisation récente de l'attention sur les problèmes climatiques, avec notamment deux numéros spéciaux de la *Revue internationale des sciences sociales* (121, 1989) et de *Society and Natural Resources* (4, 1991), entièrement consacrés à ces questions.⁸

Pourtant, au-delà de ces variations conjoncturelles, la nouvelle sous-discipline s'appuie, dans certains domaines particuliers, sur une tradition de recherche plus stable, dont on commence à percevoir les effets cumulatifs. On peut représenter l'ensemble de cette tradition de recherche dans un espace à deux dimensions, dont l'un des axes serait constitué par la dialectique entre valeurs et action sociale, et l'autre par l'opposition entre écologistes et grand public.

8 Cf. aussi les publications de Comolet (1988), Roqueplo (1988) et de Hourcade et al. (1989).



La lecture du diagramme permet de délimiter, de manière certes un peu artificielle mais commode, les grands axes de la recherche. Considérons d'abord les deux axes en tant que tels. L'axe vertical public-écologistes permet de poser la question de la provenance sociale des militants et des sympathisants des mouvements écologistes, et du degré de leur influence sur la société globale. L'axe action-valeurs pose la question de l'adéquation entre représentations sociales et comportements : la question est de savoir dans quelle mesure les valeurs et les représentations influencent les attitudes et les comportements des acteurs en matière de rapport à l'environnement. Après avoir considéré isolément les deux axes du schéma, on pourra s'arrêter au contenu des quatre quadrants. Le premier quadrant (public/valeurs) permet d'aborder les travaux portant sur les représentations communes de l'environnement. A l'intersection valeurs/écologistes se trouvent les nombreux travaux sur la pensée écologiste en général, ou sur les thèses défendues par des fractions particulières du mouvement pro-environnemental. A la confluence du mouvement écologiste et de l'action, on trouve les travaux, eux aussi fort nombreux, portant sur l'écologie en tant que mouvement social. Finalement, à l'intersection de l'action sociale et du grand public, on pourrait imaginer de placer les travaux portant sur l'histoire récente du rapport à l'environnement dans la société occidentale.

5. Ecologie et élitisme

Abordons d'abord quelques-uns des travaux que l'on peut situer sur l'axe vertical de notre diagramme. Grâce aux travaux effectués dans la tradition de la sociologie politique, on sait depuis longtemps que les militants écologistes ne représentent pas de manière homogène la population dans son ensemble : la composition des mouvements de défense de l'environnement est plutôt élitaire (Eckersley 1989). Dans un article publié en 1986, Morrison et Dunlap ont proposé une synthèse des recherches effectuées jusqu'à cette date sur ce thème.

Selon ces auteurs, l'accusation d'élitisme porte en fait sur trois niveaux différents : 1) élitisme du point de vue de la composition sociale du mouvement; 2) élitisme «idéologique», permettant de masquer les intérêts cachés de ces mêmes adhérents à faire adopter certaines mesures de protection de l'environnement; 3) élitisme découlant du caractère régressif (donc : affectant négativement les couches les plus défavorisées) des impacts de ces mêmes mesures de protection. Malheureusement, selon nos auteurs, les recherches effectuées ne permettent que rarement d'apporter des réponses tout à fait univoques à ces interrogations.

Au premier niveau, il est vrai que les adhérents des mouvements écologistes se distinguent nettement du reste de la population par un revenu plus élevé et, surtout, par une formation plus longue et complète. Cette importance de la formation en tant que critère distinctif correspond par ailleurs à leur position professionnelle au sein des services et, surtout, de l'administration publique. Ainsi par exemple, selon Cotgrove, les militants et les sympathisants des mouvements écologistes se recrutent essentiellement dans le secteur non productif (services), surtout dans les nouvelles professions de la santé et du social, et parmi les enseignants (1982, p. 18; cf. aussi Eckersley 1989). Ces constatations doivent cependant être nuancées pour deux raisons. Premièrement, si les *adhérents* font à certains égards partie de l'élite, la composition sociale des *sympathisants* est beaucoup plus large. Deuxièmement, on peut se demander dans quelle mesure cet élitisme du recrutement oblige à distinguer le mouvement écologiste d'autres mouvements et partis politiques. Si Morrison et Dunlap posent la question, ils n'y répondent pas véritablement – faute probablement de données empiriques (1986, p. 583). Cependant, il semble probable que cet élitisme soit plus à mettre au compte de l'activisme politique en général que du mouvement écologiste en particulier.

L'accusation d'élitisme idéologique est plus difficile à trancher. C'est essentiellement à soulever les ambiguïtés de ceux mêmes qui lancent cette accusation que s'emploient nos auteurs. Ainsi par exemple, s'il est vrai que le renoncement pour motifs écologiques à la construction d'une nouvelle centrale électrique, et l'augmentation du coût de l'énergie qui en résultera, pénalisera avant tout les plus bas revenus, on aurait tort d'oublier que les bénéfices qui seraient tirés de l'exploitation de la centrale iraient essentiellement aux promoteurs. En d'autres termes, il vaut la peine de se demander si l'accusation d'élitisme idéologique ne cache pas elle-même d'autres intérêts, et ne permet pas de justifier, sous le couvert des bénéfices universels de la croissance, des bénéfices plus spécifiques, et plus inégalement répartis.

La question de la régressivité des impacts des mesures écologiques reçoit une réponse qui n'est pas sans rappeler celle esquissée au niveau idéologique. S'il est vrai, expliquent Morrison et Dunlap, que les plus défavorisés sont les

plus durement touchés par les fermetures d'usines imposées par les réglementations et les coûts liés à la protection des biotopes, il ne faudrait pas pour autant oublier que ces mêmes couches défavorisées sont aussi les plus durement touchées par toutes les décisions visant à ne *pas* introduire des réformes écologiques – par le biais des maladies professionnelles, et par l'inégale répartition géographique des retombées de la pollution notamment. L'erreur de perspective de ceux qui dénoncent le caractère inégalitaire des impacts des mesures écologiques s'explique donc en bonne partie par le fait que les impacts les plus régressifs sont aussi ceux qui sont les plus visibles, et susceptibles d'être dramatisés par les médias, alors que les impacts positifs potentiels ne feraient sentir leurs effets qu'à très long terme.

Parmi les autres travaux récents consacrés à cette dimension du rapport humain à l'environnement, signalons le recueil édité par Schnaiberg et al. (1986). On mentionnera surtout, pour les besoins de notre analyse, la synthèse que Morrison (1986) y consacre à la question du processus par lequel la «conscience écologique», au départ l'apanage de quelques groupes d'intellectuels, s'est progressivement répandue dans l'ensemble du corps social. Même s'il souligne la difficulté qu'il y a à trouver son chemin vers des conclusions univoques à travers «l'anarchie de la production en sciences sociales» (p. 193), cet auteur conclut que, à l'encontre de toutes les prédictions pessimistes faites il y a une quinzaine d'années, un tel processus de diffusion a effectivement eu lieu, et qu'il s'explique, pour l'essentiel, par des changements au sein des mouvements écologistes (devenus plus réalistes) d'une part, et par des changements dans le contexte social d'autre part.

En France, cette question de l'influence des mouvements écologistes sur la société en général a surtout été abordée par Alain Touraine et son équipe. Elevant le niveau du débat, ceux-ci se demandent à quelles conditions le mouvement écologique pourrait devenir un «véritable mouvement social», c'est-à-dire un mouvement qui, à l'instar du défunt mouvement ouvrier, situerait son action directement au niveau de l'historicité (Touraine et al. 1980).

6. Valeurs et attitudes

La question du rapport entre valeurs et attitudes, ou comportements, a elle aussi été étudiée de manière assez approfondie, suivant en cela une tradition de recherche bien établie en psychologie sociale. Ce qui n'empêche pas de nombreuses incertitudes de subsister. Dans son article de synthèse, Heberlein (1981) se plaint du manque de cumulativité de la recherche dans ce domaine, manque qu'il rapporte essentiellement au caractère *ad hoc* de la plus grande partie

des recherches et à leur manque d'insertion dans la théorie psychosociologique des attitudes. On ne peut en effet qu'être frappé par les contradictions entre les résultats de ces recherches : les unes concluent à un lien entre valeurs et comportement, alors que les autres aboutissent à la conclusion opposée. On peut se demander, avec Heberlein, si ces incohérences ne s'expliquent pas par le fait que les différentes recherches mesurent en fin de compte des attitudes différentes, dont certaines peuvent être influencées par les valeurs, alors que d'autres en seraient indépendantes (1981, p. 258).

En outre, un problème inhérent aux études quantitatives est qu'elles mesurent une série de dispositions construites pour les besoins de l'enquête, qui n'ont pas forcément une signification concrète pour les répondants (Heberlein 1981, p. 243). Les calculs de corrélation se font entre des indicateurs construits par le chercheur par agrégation d'échelles de mesure d'attitudes qui sont, elles-mêmes, parfois déjà assez éloignées de tout contexte concret. Cet appareillage de mesures fait apparaître, dans la plupart des cas, une corrélation de l'ordre de 0.2 à 0.4 entre valeurs et comportements (Diekmann et Preisendörfer 1991; Grob 1991). Pour une analyse plus fine des résultats, les auteurs se tournent alors vers la *path analysis*, qui permet la construction de modèles où les influences des différentes variables apparaissent en concurrence pour l'explication de la variable dépendante principale : le comportement en matière d'environnement. En conclusion de ces analyses, il apparaît, sans surprise, que les valeurs et les représentations ont bel et bien une influence sur le comportement, mais que cette influence n'est ni exclusive, ni suffisante pour l'explication, qui doit prendre en compte les variables démographiques, ainsi que celles liées au contexte pratique (incitations financières, etc.). On le voit, ces recherches laissent en fin de compte entière la question de savoir ce qui, dans un contexte social précis et concret, détermine le comportement des acteurs. Seule une approche qualitative permet de répondre à une interrogation de ce type.

Les études qualitatives mettent clairement en évidence l'importance des facteurs culturels dans la genèse des comportements. Par exemple, dans une étude très ciblée sur les comportements en matière d'aération domestique en immeuble locatif urbain, Hainard et al. (1986) ont montré que, au-delà de variables conjoncturelles et infrastructurelles liées au bâtiment, l'aération passe aussi par la conjugaison et l'interprétation de variables environnementales et psychosociologiques (socialisation de l'utilisateur, propension à l'hygiène, tolérance olfactive, mode de vie, exigence en matière de confort). Cette étude permet de mettre en évidence toute la dimension socio-culturelle inhérente aux attitudes et comportements en matière d'aération et, par extension, en matière de consommation d'énergie. Sur ce dernier thème, un ouvrage collectif portant sur les comportements et les discours en rapport avec la consommation d'énergie

au quotidien (Bovay et al. 1987) permet de repérer les valeurs, attitudes et comportements des usagers, et aboutit à la mise en lumière des «cultures énergétiques» spécifiques susceptibles d'influencer le comportement de l'acteur social.

Parallèlement, ces mêmes études qualitatives mettent en relief l'importance des facteurs autres que culturels dans la genèse des comportements. Ainsi, dans l'étude de Bovay et al. (1987), on voit, de manière concrète, que les économies d'énergie domestique ne dépendent pas seulement du bon vouloir des consommateurs, mais qu'elles supposent la capacité de maîtriser la technique et d'être associé aux décisions prises pour limiter la consommation dans l'habitat. C'est d'ailleurs ce que confirment, à leur manière, Diekmann et Preisendörfer (1991), lorsqu'ils montrent que la propension à éteindre le chauffage lorsque l'on quitte son appartement pour quelques heures n'est pas corrélée au degré de conscience des problèmes environnementaux, mais qu'elle est par contre nettement corrélée à l'existence dans l'immeuble habité d'un système de décompte de chauffage individuel.

7. Les représentations de l'environnement

Au chapitre des représentations communes de l'environnement, on signalera d'abord l'article de Godard (1989) qui clôt le volume publié à la suite d'un colloque organisé en 1986 par l'Association des ruralistes français. Dans sa tentative pour offrir un cadre général permettant de situer les unes par rapport aux autres plusieurs des interventions au colloque, l'auteur y propose une typologie très suggestive des différentes représentations de l'environnement : la «nature inspirée», qui suscite une expérience quasi-religieuse; la «nature du renom», qui reconnaît essentiellement les paysages célèbres ou grandioses; la «nature domestique», patrimoine privé qui se transmet de génération en génération; la «nature civique», dont l'Etat se fait, au nom du «bien commun», le représentant et le défenseur; la «nature industrielle», qui ne reconnaît que ce qui peut donner lieu à valorisation productive; et enfin la «nature marchande», monnayable et échangeable sur un marché (Godard 1989, pp. 313–17). Ce qui est ainsi illustré par Godard est l'*élasticité* du concept même de nature. D'autres auteurs s'emploient, avec des outils plus précis, si ce n'est plus subtils, à circonscrire plus étroitement certaines de ces dimensions, et surtout à les mettre en rapport avec leur base sociale.

Ainsi Cotgrove (1982), dans une recherche portant sur cinq publics ciblés (patrons de l'industrie, dirigeants syndicaux, militants écologistes, membres d'une association de protection de la nature, grand public), met en évidence les

principales lignes de clivage au niveau des représentations. Pour ne citer que l'une des trouvailles de cette synthèse, si les patrons de l'industrie se montrent, globalement, les moins préoccupés par l'état de l'environnement, ils prennent par contre plus au sérieux les dangers liés à la surpopulation que les syndicalistes ou que les hauts fonctionnaires. En outre, on remarque que ces derniers sont, de manière globale, particulièrement peu intéressés par les problèmes écologiques, puisqu'ils y sont moins sensibles que les industriels (1982, pp. 14–16). Dans un autre registre, Buttell et al. (1987) proposent une synthèse des recherches sur les différences dans les valeurs et attitudes entre les populations rurales et les populations urbaines, en passant au feu de la critique la série des hypothèses expliquant pourquoi les habitants des régions rurales sont, globalement, moins sensibles aux problèmes environnementaux que les citadins (cf. aussi Lowe et Pinhey 1982). Enfin, à un niveau plus directement cognitif, Kempton (1991) présente les résultats d'une recherche qualitative visant à déterminer ce que le grand public sait réellement en matière d'effet de serre et d'amincissement de la couche d'ozone – la conclusion la plus frappante de ce travail étant peut-être que ces deux problèmes sont tout simplement confondus par une majorité des interlocuteurs.

Les recherches sont plus rares au niveau des mécanismes sociaux qui donnent naissance à ces représentations (action de l'école, des médias, etc.). Signalons tout de même l'analyse de contenu de la presse de vulgarisation scientifique québécoise entreprise par Dumas et Gendron (1991), dont on ne pourra que regretter qu'elle ne soit pas complétée par une analyse de la *réception* au sein du public de ces articles portant sur l'environnement.

Les travaux historiques, mieux peut-être que les sondages parmi différentes populations-cible, permettent de mettre en évidence l'extraordinaire diversité des représentations de l'environnement dans les sociétés humaines (Walter 1991). Plusieurs des articles réunis à l'issue d'un colloque par Cadoret (1985) apportent à ce niveau un éclairage intéressant. Ainsi, Kalaora et Savoye (pp. 6–23) mettent en évidence les deux conceptions de la protection des régions de montagne qui s'affrontent au siècle dernier au sein du corps des forestiers en France. Raffin et Ricou (pp. 61–74) retracent l'histoire de la première société française de protection de la nature, la Société zoologique d'acclimatation, et les mutations dans ses conceptions de la nature, tandis que Duhot (pp. 94–107) fait de même pour les associations ornithologiques. Finalement (pour clore une liste qui n'est pas exhaustive), Chamboredon retrace l'évolution des images de la campagne accompagnant les transformations démographiques et économiques résultant de l'avènement de la société industrielle et de l'exode rural subséquent. Signalons enfin, dans un autre registre, la fresque historique de Passmore (1974), qui analyse la construction de la représentation occidentale dominante

envers la nature. S'il refuse d'attribuer la paternité de l'impérialisme humain sur la nature à la tradition judaïque, comme on le fait trop souvent selon lui, pour mettre au contraire l'accent sur les influences grecques, il reste vrai que le christianisme a joué un rôle essentiel dans la diffusion de ce type particulier de rapport à la nature. Ce que l'on retire de tous ces travaux historiques⁹, c'est la conviction du caractère contingent de la conception actuelle de «protection de la nature», et la prise de conscience du fait que l'émergence de cette conception présupposait une transformation complète du rapport au territoire et à la nature qui, de ressources à maîtriser et à dompter à des fins productives, sont devenus le lieu de projection des désirs et des utopies des masses urbaines.

8. La pensée écologiste

Les analyses véritablement sociologiques de la pensée écologiste sont rares. Si l'on ne manque pas de réflexions engagées sur les problématiques éthiques (Rolston 1974–75; Callicot 1979), sur l'écologie profonde (Cheney 1989; Wexler 1990), sur l'écoféminisme (Rosser 1991), voire sur les rapports entre écologie profonde et écoféminisme (Fox 1989), sur les rapports entre écologisme et socialisme (McLaughlin 1990), ou même entre écologisme, féminisme et socialisme (Mellor 1989), les analyses à froid sont peu nombreuses.

On trouve, certes, quelques ouvrages qui tentent cette synthèse en conservant une certaine distance critique (cf. par ex. Simonnet 1979; Alphanféry et al. 1991). Toutefois, ces travaux relèvent, nous semble-t-il, plus de l'histoire des idées que de la sociologie. A notre sens, la plus aboutie parmi ces tentatives est le récent panorama des idées écologistes proposé sous forme de dictionnaire par De Roose et Van Parijs (1991). Ce qui apparaît avant tout dans cet ouvrage est l'extraordinaire diversité de la pensée écologiste. Car les auteurs ne se bornent pas à présenter les Carson et Commoner, propagandistes professionnels de l'écologisme, mais montrent que cette pensée étend ses ramifications à une nuée de disciplines, de la théologie (Alphons Auer) aux sciences naturelles (Fritjof Capra), en passant par les penseurs politiques (Rudolf Bahro), les spécialistes en sciences sociales (Gregory Bateson, Christopher Lasch, Alain Touraine), les économistes (K.E. Boulding, N. Georgescu-Roegen) et les philosophes (Jean Brun, Erich Fromm), sans oublier la pensée éco-anarchiste (Murray Bookchin) et «éco-fasciste» (Garrett Hardin). Au-delà de ces quelques

9 Ici comme dans les autres domaines abordés dans cet article, il est impossible d'être exhaustif. Signalons tout de même en passant l'histoire du rapport à la nature en Suisse du 18^e siècle à nos jours (Walter 1990) et le récent essai sur l'histoire de l'imaginaire occidental de la forêt (Harrison 1992).

dizaines d'auteurs, cette petite encyclopédie trace un chemin à travers la forêt des écoles de pensée (conservatisme, critique de la technique, holisme, approche systémique, écoféminisme, écologie profonde, etc.) et des concepts (*global change*, bien public, convivialité, décentralisation, externalité, justice intergénérationnelle, etc.), en introduisant des distinctions parfois assez subtiles (par exemple entre technologie alternative, appropriée et intermédiaire). En outre, on voit que l'écologie ne se réduit pas à un système de pensée, qui pourrait être analysé abstraitement. Au contraire, aucune véritable compréhension n'en est possible si l'on ne la relie pas à un contexte de pratiques (agriculture biologique, permaculture, végétarisme, etc.), d'événements historiques (Club de Rome, Luddites, etc.) et de mouvements sociaux (émancipation des animaux, consommateurs, deuxième gauche, *New Age*, mouvements environnementaliste, autonome, anti-nucléaire, etc.). On ne peut que regretter que cette articulation n'ait pas donné lieu à plus d'études proprement sociologiques.

9. L'écologie comme mouvement social

Dans le prolongement de ces remarques concernant la pensée écologiste, il faut remarquer que l'un des enseignements majeurs des travaux sur le mouvement écologiste est sa diversité. Cotgrove avait déjà montré que, sur bien des points, les divergences entre les membres d'une société de protection de la nature au sens classique (en l'occurrence le WWF) d'une part, et les militants orientés vers une écologie politique d'autre part, étaient aussi marquées qu'entre ceux-ci et le grand public. Ainsi, au niveau des valeurs, les membres du WWF ne se démarquent pas clairement du public sur des échelles telles que l'opposition à la science, à l'industrialisme, ou à l'individualisme économique (1982, p. 29). Plus tard, Barthélémy et Weber (1989) ont montré comment ces divisions entre mouvements portés par des logiques et des bases sociales différentes, qui se reproduisent à l'échelle locale (en l'occurrence la Bretagne) pouvaient être surmontées dans certaines conditions particulières par la constitution de réseaux et d'alliances temporaires (cf. aussi Diani 1990).

La recherche sur les mouvements écologistes est très clairement intégrée au courant plus vaste d'étude des mouvements sociaux au sein de la sociologie politique. Ainsi, dans un ouvrage collectif récent (Dalton et Kuechler 1990), on trouve l'essentiel de l'appareil analytique intéressant l'étude des mouvements écologiques, sans que ceux-ci n'apparaissent comme un objet d'étude exclusif ni privilégié. Par exemple, Karl-Werner Brand y confronte l'émergence des mouvements sociaux à une théorie cyclique de la protestation politique (pp. 23–42), et Ronald Ingelhart les met en relation avec sa thèse bien connue

concernant l'émergence des valeurs post-matérialistes (pp. 23–66), tandis que Herbert Kitschelt analyse les structures internes de ces mêmes mouvements (pp. 179–208).

Malheureusement, malgré quelques autres publications récentes (par ex. Kitschelt et Hellemans 1990), dont certaines portent d'ailleurs assez exclusivement sur le mouvement anti-nucléaire (Rochon 1988), et dont d'autres paraissent trop superficielles (notamment Bennahmias et Roche 1992), la grande époque des recherches sur les mouvements écologistes, qui coïncide avec leur émergence sur la scène politique, semble révolue.¹⁰

10. Société occidentale, risques, catastrophes et environnement

En raison de son absence d'ancrage disciplinaire précis, ce domaine de recherche est probablement encore plus sensible que les précédents aux influences conjoncturelles. Comme on l'a déjà signalé au début de cet article, après les préoccupations d'ordre global par rapport au caractère limité des ressources de notre planète dans les années 70, qui ont conduit à la tentative de création d'une approche intégrant sociologie et écologie, l'intérêt s'est déplacé vers les questions climatiques et la problématique du risque. Même si ces préoccupations précises font partie d'un courant d'étude qui, depuis fort longtemps, s'intéresse aux relations entre pouvoir politique et rôle des experts (par ex. Nelkin 1979; Theys et Kalaora 1992), la plupart des publications récentes sont focalisées, assez étroitement, sur les problèmes propres à certaines technologies nouvelles.

A la seule lecture des comptes rendus publiés dans *Contemporary Sociology* depuis la fin des années 80, on trouve une quantité considérable de monographies analysant des cas d'accidents industriels et de livres consacrés à la problématique du risque. Outre les ouvrages consacrés à Bhopal (Shrivastava 1987; Wilkins 1987; Bogard 1989; Khare 1989), et aux accidents liés au nucléaire civil, en particulier Three Mile Island (Sorensen et al. 1987; Walsh 1988), et Tchernobyl (Marple 1988), un centre d'attention majeur est constitué par le problème des déchets toxiques et des pollutions accidentelles. On citera notamment les travaux portant sur l'impact social et psychologique du voisinage des dépôts de déchets toxiques (Edelstein 1988; Peck 1989; Brown et Mikkelsen 1990) et sur les suites d'accidents (Davidson 1990). A noter aussi que l'un des problèmes majeurs soulevés dans les études de ce type est la localisation de ces sites dans

10 C'est ce que Steven Breyman, un des chercheurs qui avait contribué à cette première série de travaux, constate un peu amèrement dans sa *review* du récent livre de Kitschelt et Hallemans (1990) dans *Contemporary Sociology*. Ailleurs, Bernard Kalaora (1991) fait la même constatation pour la France.

les régions abritant les populations les plus défavorisées au niveau socio-économique, une circonstance qui s'explique essentiellement par le fait que les communautés les plus pauvres n'ont pas su s'organiser au plan politique pour défendre leurs droits à un environnement de qualité (Bullard 1990).

Les connaissances accumulées par ce type d'études monographiques ont permis le développement de considérations plus globales, que ce soit sur l'industrie nucléaire en particulier (Campbell 1988; Jasper 1990), ou sur la problématique des risques technologiques en général. On notera notamment les contributions majeures de Mary Douglas qui, en apportant à l'étude de cette problématique typiquement moderne un regard d'anthropologue, parvient à dépasser les visions parfois trop étroitement techniques : la perception des risques liés à une technologie particulière est le produit d'une construction sociale de la réalité (Douglas 1985). On rappellera aussi, bien entendu, le classique *Normal Accidents* de Charles Perrow (1984). Il faut le reconnaître, malgré le nombre impressionnant de contributions à la problématique du risque (par ex. Stinchcombe et Haiman 1985; Morone et Woodhouse 1986; Goudl et al. 1988; Clarke 1989; Kirby 1990), il semble difficile de dépasser les constatations de Perrow : premièrement, certaines technologies ont, comme sous-produit obligatoire, un nombre statistiquement faible mais jamais nul d'accidents, dont certains auront des conséquences majeures; deuxièmement, la question du «seuil de risque acceptable» n'est pas une question technique, mais bien une question politique : qui dispose du pouvoir et de la légitimité nécessaire pour imposer quels risques, à qui, et au bénéfice de qui. Dans la résolution de cette question, les experts jouent tout au plus un rôle de légitimation dans la lutte entre acteurs sociaux.

11. Conclusion

Le bilan de la nouvelle sous-discipline est, à bien des égards, plutôt positif. Cependant, on cherche en vain l'unité méta-théorique revendiquée ou annoncée par Catton et Dunlap. Les domaines étudiés relèvent soit d'analyses tout à fait classiques de sociologie politique (élitisme), soit d'analyses psycho-sociologiques non moins classiques (valeurs et attitudes), soit de ce que l'on pourrait globalement appeler l'analyse culturelle, ou analyse des idéologies, alliées à l'histoire (représentations, pensée écologiste), soit encore de l'analyse des mouvements sociaux (l'écologie comme mouvement social), soit, enfin, elles consistent en études ponctuelles ou en une approche en termes d'enjeux sociaux des techniques, liée à la notion de risque (société occidentale et environnement).

Ces constatations n'apparaîtront dans une lumière négative qu'à ceux qui avaient préalablement accepté et intériorisé la définition de la situation de Catton et Dunlap. Pour ceux qui n'auraient pas été convaincus par leur thèse, le développement esquissé dans ces pages ne peut au contraire qu'apparaître réjouissant et, surtout, encourager à effectuer de nouvelles recherches. Une constatation s'impose : les sciences sociales, et en particulier la sociologie, prennent une part grandissante dans l'analyse des problèmes liés à l'environnement. Il n'est plus possible, aujourd'hui, de faire l'économie d'une telle approche, tant les enjeux et les incidences sont grandes sur les sociétés humaines.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alphandéry Pierre, Bitoun Pierre et Dupont Yves (1991), *L'équivoque écologique*, La Découverte, Paris.
- Barthélémy T. et Weber F. (1989), Les militants de la nature en Bretagne. Quels parcours ? Quels projets ?, in Mathieu, Nicole et Jollivet, Marcel (éds.), *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, pp. 146–55.
- Bennahmias Jean-Luc et Roche Agnès (1992), *Des verts de toutes les couleurs : histoire et sociologie du mouvement écolo*, Albin Michel, Paris.
- Bogard William (1989), *The Bhopal Tragedy : Language, Logic, and Politics in the Production of a Hazard*, Westview Press, Boulder.
- Bovay Claude, Campiche Roland et Hainard François (1987), *L'énergie au quotidien*, Labor et Fides, Genève.
- Braudel Fernand (éd.) (1977), *La méditerranée : l'espace et l'histoire*, Arts et métiers graphiques, Paris.
- Brown Phil et Mikkelsen Edwin J. (1990), *No Safe Place : Toxic Waste, Leukemia, and Community Action*, University of California Press, Berkeley.
- Bullard Robert D. (1990), *Dumping in Dixie : Race, Class and Environmental Quality*, Westview Press, Boulder.
- Buttel Frederick H. (1987), New Directions in Environmental Sociology, *Annual Review of Sociology* 13, pp. 465–88.
- Buttel Frederick H., Murdock Steve H., Leistriz F. Larry et Hamm Rita R. (1987), Rural Environments, in Zube, Ervin H. et Moore, Gary T (éds.), *Advances in Environment, Behavior, and Design, Vol. 1.*, Plenum Press, New York, pp. 107–28.
- Cadoret A. (éd.) (1985), *Protection de la nature : histoire et idéologie*, L'Harmattan, Paris.
- Campbell John L. (1988), *Collapse of an Industry : Nuclear Power and the Contradictions of U. S. Policy*, Cornell University Press, Ithaca.
- Catton William R. (1980), *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, The University of Illinois Press, Urbana.
- Catton William R. et Dunlap Riley E. (1980), A New Ecological Paradigm for Post-Exuberant Sociology, *American Behavioral Scientist* 24 (1), pp. 15–47.
- Callicot J. Baird (1979), *Environmental Ethics* 1 (1), pp. 71–81.
- Cheney Jim (1989), The Neo-Stoicism of Radical Environmentalism, *Environmental Ethics* 11 (4), pp. 293–325.

- Clarke Lee (1989), *Acceptable Risk ? Making Decisions in a Toxic Environment*, University of California Press, Berkeley.
- Comolet Arnaud (1988), Le réchauffement global de la planète, *Futuribles* 118, pp. 3–18.
- Cotgrove Stephen (1982), *Catastrophe or Cornucopia : The Environment, Politics, and the Future*, John Wiley & Sons, New York.
- Dalton Russel J. et Kuechler Manfred (1990), *Challenging the Political Order : New Social Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, New York.
- Davidson Art. (1990), *In the Wake of the Exxon Valdez : The Devastating Impact of the Alaska Oil Spill*, Sierra Club Books, San Francisco.
- De Roose Frank et Van Parijs Philippe (1991), *La pensée écologiste : essai d'inventaire à l'usage de ceux qui la pratiquent comme de ceux qui la craignent*, De Boeck, Bruxelles.
- Diani Mario (1990), The Network Structure of the Italian Ecology Movement, *Information sur les sciences sociales* 29 (1), pp. 5–31.
- Diekmann Andreas et Preisendörfer Peter (1991), Umweltbewusstsein. Ökonomische Anreize und Umweltverhalten, *Revue suisse de sociologie* 17 (2), pp. 207–31.
- Douglas Mary (1985), *Risk Acceptability According to the Social Sciences*, Russel Sage Foundation, New York.
- Downs Anthony (1972), Up and Down with Ecology : The «Issue-Attention» Cycle, *The Public Interest* 28, pp. 38–50.
- Dumas Brigitte et Gendron Carmen (1991), Culture écologique : étude exploratoire de la participation de médias québécois à la construction de représentations sociales de problèmes écologiques, *Sociologie et sociétés* 23 (1), pp. 163–80.
- Dunlap Riley E. (1979), Environmental Sociology, *Annual Review of Sociology* 5, pp. 243–73.
- Dunlap Riley E. et Catton Jr. William R. (1983), What Environmental Sociologists Have in Common (whether Concerned with «Built» or «Natural» Environments), *Sociological Inquiry* 53, pp. 113–35.
- Dunlap Riley E. et Van Liere Kent D. (1984), Commitment to the Dominant Social Paradigm and Concern for Environmental Quality, *Social Science Quarterly* 65, pp. 1013–28.
- Durkheim Emile (1930a), *De la division du travail social*, PUF, Paris.
- Durkheim Emile (1930b), *Le Suicide*, PUF, Paris.
- Durkheim Emile (1937), *Les règles de la méthode sociologique*, PUF, Paris.
- Eckberg Douglas L. et Hill Jr. Lester (1979), The Paradigm Concept in Sociology : A Critical Review, *American Sociological Review* 44, pp. 925–37.
- Eckersley Robyn (1989), Green Politics and the New Class : Selfishness or Virtue ?, *Political Studies* 37, pp. 205–23.
- Edelstein Michael E. (1988), *Contaminated Communities : The Social and Psychosocial Impacts of Residential Toxic Exposure*, Westview Press, Boulder.
- Fox Warwick (1989), The Deep Ecology-Ecofeminism Debate and its Parallels, *Environmental Ethics* 11 (1), pp. 5–25.
- Godard O. (1989), Jeux de nature: Quand le débat sur l'efficacité des politiques publiques contient la question de leur légitimité, in Mathieu Nicole et Jollivet Marcel, *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, pp. 303–42.
- Gould Leroy C., Gardner Gerald T., DeLuca Donald R., Tiemann Adrian R., Doob Leonard W. et Stolwijk Jan A. J. (1988), *Perceptions of Technological Risks and Benefits*, Russel Sage Foundation, New York.
- Grob Alexander (1991), *Meinung, Verhalten, Umwelt*, Peter Lang, Bern.

- Hainard François, Rossel Pierre et Trachsel Christian (1986), *Attitudes et comportements en matière d'aération en immeuble locatif urbain*, Office fédéral de l'énergie, Berne.
- Harrison Robert (1992), *Forêts : essai sur l'imaginaire occidental*, Flammarion, Paris.
- Heberlein Thomas A. (1981), Environmental Attitudes, *Zeitschrift für Umweltpolitik und Umweltforschung* 2, pp. 241–70.
- Hourcade Jean-Charles, Mégie Gérard et Theys Jacques (1989), Politiques énergétiques et risques climatiques : comment gérer l'incertitude ?, *Futuribles* 135, pp. 35–60.
- Humphrey Craig R. et Buttel Frederick R. (1982), *Environment, Energy, and Society*, Wadsworth, Belmont, Cal.
- Jasper James M. (1990), *Nuclear Politics : Energy and the State in the United States, Sweden, and France*, Princeton University Press, Princeton.
- Kalaora Bernard (1991), Le sociologue et l'environnement : la longue marche vers la science pragmatique – 10 ans de recherche au Srétie, (Manuscrit).
- Kempton Willett (1991), Public Understanding of Global Warming, *Society and Natural Resources* 4, pp. 331–45.
- Khare R. S. (1989), Le puzzle de Bhopal : Une faillite de la technologie, du droit et des valeurs modernes, *Revue internationale des sciences sociales* 120, pp. 295–305.
- Kirby Andrew (1990), *Nothing to Fear : Risks and Hazards in American Society*, University of Arizona Press, Tucson.
- Kitschelt Herbert et Hellemans Staf. (1990), *Beyond the European Left : Ideology and Political Action in the Belgian Ecology Parties*, Duke University Press, Durham, NC.
- Kuhn Thomas S. (1957), *The Copernican Revolution : Planetary Astronomy in the Development of Western Thought*, Harvard University Press, Cambridge.
- Kuhn Thomas S. (1970), *The Structure of Scientific Revolutions*, University of Chicago Press, Chicago.
- Le Roy Ladurie Emmanuel (1978), Un concept : l'unification microbienne du monde (XIV^e–XVII^e siècles), in *Le territoire de l'historien II*, Paris, Gallimard.
- Lowe George D. et Pinhey Thomas K. (1982), Rural-Urban Differences in Support for Environmental Protection, *Rural Sociology* 47 (1), pp. 114–28.
- Marples David R. (1988), *The Social Impact of the Chernobyl Disaster*, St. Martin's Press, New York.
- McLaughlin Andrew (1990), Ecology, Capitalism, and Socialism, *Socialism and Democracy* 10, pp. 69–102.
- Mellor Mary (1989), Turning Green : Whose Ecology ?, *Science as Culture* 6, pp. 17–41.
- Morone Joseph G. et Woodhouse Edward J. (1986), *Averting Catastrophes : Strategies for Regulating Risky Technologies*, University of California Press, Berkeley.
- Morrison Denton E. (1986), How and Why Environmental Consciousness has Trickled Down, in Schnaiberg Allan, Watts Nicholas et Zimmermann Klaus (éds.), *Distributional Conflicts in Environmental-Resource Policy*, Gower, Aldershot, pp. 187–220.
- Morrison Denton E. et Dunlap Riley E. (1986), Environmentalism and Elitism : A Conceptual and Empirical Analysis, *Environmental Management* 10 (5), pp. 581–89.
- Nelkin Dorothy (éd.) (1979), *Controversy : Politics of Technical Decisions*, Sage, London.
- Ophuls William (1977), *Ecology and the Politics of Scarcity*, W. H. Freeman and Co, San Francisco.
- Passmore John (1974), *Man's Responsibility for Nature : Ecological Problems and Western Traditions*, Unwin, London.

- Peck Dennis L. (éd.) (1989), *Psychosocial Effects of Hazardous Toxic Waste Disposal on Communities*, Charles C. Thomas, Springfield, Ill.
- Perrow Charles (1984), *Normal Accidents : Living with High-Risk Technologies*, Basic Books, New York.
- Rifkin Jeremy (1989), *Entropy : Into the Greenhouse World*, Bantam Books, New York.
- Rochon Thomas R. (1988), *Mobilizing for Peace : The Antinuclear Movement in Western Europe*, Princeton University Press, Princeton.
- Rolston III Holmes (1974–75), Is there an Ecological Ethic ?, *Ethics* 85, pp. 93–109.
- Roqueplo Philippe (1988), *Pluies acides : menaces pour l'Europe*, Economica, Paris.
- Rosser Sue V. (1991), Eco-feminism : Lessons for Feminism from Ecology, *Women's Studies International Forum* 14 (3), pp. 143–51.
- Schnaiberg Allan (1980), *The Environment : From Surplus to Scarcity*, Oxford University Press, New York.
- Schnaiberg Allan, Watts Nicholas et Zimmermann Klaus (éds.) (1986), *Distributional Conflicts in Environmental-Resource Policy*, Gower, Aldershot.
- Shrivastava Paul (1987), *Bhopal : Anatomy of a Crisis*, Ballinger, Cambridge, Mass.
- Simonnet Dominique (1979), *L'écologisme*. (QSJ 1784), PUF, Paris.
- Sorensen John, Soderstrom Jon, Copenhaver Emily, Carnes Sam et Bolin Robert (1987), *Impacts of Hazardous Technology : The Psycho-Social Effects of Restarting TMI-1*, State University of New York Press, Albany.
- Stinchcombe Arthur L. et Heimer Carol A. (1985), *Organization Theory and Project Management : Administering Uncertainty in Norwegian Offshore Oil*, Norwegian University Press, Oslo.
- Theys Jacques et Kalaora Bernard (éds.) (1992), *La terre outragée : les experts sont formels*, Editions Autrement, Paris.
- Touraine Alain, Hegedus Z., Dubet F, Wieviorka M. (1980), *La prophétie anti-nucléaire*, Seuil, Paris.
- Tschannen Olivier (1992), *Les théories de la sécularisation*, Droz, Genève.
- Walsh Edward J. (1988), *Democracy in the Shadows : Citizen Mobilization in the Wake of the Accident at Three Mile Island*, Greenwood Press, Westport, Conn. Westport, Conn.
- Walter François (1990), *Les Suisses et l'environnement : une histoire du rapport à la nature du 18e siècle à nos jours*, Zoé, Carouge-Genève.
- Walter François (1991), Histoire et environnement : l'importance des représentations sociales, (Manuscrit).
- Wexler Mark N. (1990), Deep Ecology : Grounding a Contemporary Argument Field, *The International Journal of Sociology and Social Policy* 10 (1), pp. 47–70.
- Wilkins Lee (1987), *Shared Vulnerability : The Media and American Perceptions of the Bhopal Disaster*, Greenwood Press, New York.
- Wilkinson Richard G. (1973), *Poverty and Progress : An Ecological Model of Economic Development*, Methuen & Co, London.

adresse des auteurs :

Olivier Tschannen et François Hainard
Institut de Sociologie et de Science Politique, Université de Neuchâtel
Pierre-à-Mazel 7, CH-2000 Neuchâtel

Social Science
INFORMATION
sur les sciences sociales



RECENT CONTENTS

Religion and identity: concepts, data, questions

Benjamin Beit-Hallahmi

"Of whole nations being born in one day": marriage, money and magic in the Mormon cosmos, 1830-46

John L. Brooke

Money and The American Dream in Norman Mailer's *An American Dream*

Sina Vantanpour

Aristotle, chimpanzees and other political animals

L. Arnhart

The network structure of the Italian ecology movement

Mario Diani

The heroes' trade: a contribution to a geography of culture

Jean Laponce

Comparisons of traditional and modern food-rationing systems in response to famine

Richard W. Ryan

Edited by **Elina Almasy and Anne Rocha Perazzo**

Social Science Information provides a unique window on the research currently taking place in collaboration with the prestigious Maison des Sciences de l'Homme in Paris

Published in March, June, September and December

Try out a subscription at the introductory 20% discount rate

20% Discount Order Form

Send this order form to:

 **Sage Publications**

6 Bonhill Street, London EC2A 4PU, UK
 Tel: 071-374 0645

US Orders to:

Sage Publications, PO Box 5096,
 Newbury Park, CA 91359, USA

Or why not fax us your order on
 071-374 8741?

Yes! I want to subscribe to *Social Science Information* at a 20% Discount

Individual Rate at £31 (£39*)/\$51(\$64*)

Institutional Rate at £79 (£99*)/\$130(\$163*)

*Usual rate

Name _____

Address _____

THREE WAYS TO PAY!

CHEQUE!... I enclose a cheque (made payable to Sage Publications)

GIRO!... I have today paid by International Giro to A/c No 548 0353

Date _____

CREDIT CARD!... Please charge my credit card

- Mastercard Access Visa
- Barclaycard American Express
- Diner's Club Eurocard

Card Number _____

Expiry Date _____

Signature _____

Date _____